

Entreprendre  
avec une nature d'avance



## REPÈRES chiffres-clés L'ESSENTIEL



03/  
2014



>> AVANT-PROPOS	3
>> DONNÉES DE CADRAGE	4
>> POPULATION	5
>> CONSTRUCTION	8
>> TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	14
>> ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	17
>> EMPLOI	22
>> INSERTION	25
>> TOURISME	26
>> AGRICULTURE	30

# Avant-propos

Madame, Monsieur,

Vous avez en main la quatrième édition de « Repères – Chiffres-clés – L'essentiel » Vous y trouverez un ensemble de données clés pour comprendre et mieux connaître notre département et son économie.

Connaître et comprendre le territoire dans lequel s'insère son activité est essentiel à tout porteur de projet. C'est également primordial pour les élus, les techniciens des collectivités, des chambres consulaires et de l'ensemble des structures qui œuvrent pour l'implantation et le développement des entreprises.

Le Conseil général de l'Ardèche, soucieux de proposer des outils opérationnels aux porteurs de projet et à tous ceux qui sont en charge de les accompagner, a mis en place un dispositif de connaissance et de promotion du département, composé de deux outils dynamiques et complémentaires : l'observatoire économique et le SIG foncier d'activité.

L'ensemble des informations et éléments d'analyse présentés dans ce document, sont issus de l'observatoire économique qui a une double mission :

- » Être un pôle de ressources pour les élus et agents du Conseil général, mais également pour tous les partenaires de la collectivité en récoltant et compilant des informations actualisées sur :
  - » le tissu économique
  - » les filières
  - » l'emploi...
- » Être un lieu de production :
  - » analyses économiques
  - » veille économique
  - » cartographies...

La richesse de ce document réside dans une présentation dynamique des données, à travers les évolutions sur plusieurs années.

Je suis convaincu que vous y trouverez des informations qui vous seront utiles. Si vous avez besoin de précisions ou si vous disposez de données susceptibles d'alimenter l'observatoire économique, n'hésitez pas à prendre contact :

Conseil général de l'Ardèche  
Ardèche développement  
Pierre Nivon  
Tél : 04 75 66 75 20 – [pnivon@ardeche.fr](mailto:pnivon@ardeche.fr)

**Laurent Ughetto,**  
vice-président délégué au développement  
économique et à l'emploi

# Données de cadrage

(Sources Insee – RP 1999 et RP2009/2010 exploitations complémentaires)

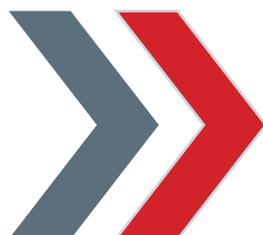
## Eléments de comparaison

	Ardèche (RP 2010)	Ardèche (RP 2011)	Rhône-Alpes (RP 2011)	France (RP 2011)
Population totale	315 090	317 277	6 283 541	64 933 400
	Ardèche (RP 2009)	Ardèche (RP 2010)	Rhône-Alpes (RP 2010)	France (RP 2010)
Densité de population (hab./Km <sup>2</sup> )	56,7	57	142,6	115,5
Nombre total de logements	185 717	187 567	3 276 922	32 520 024
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (%)	19,2 %	18,8 %	11,9 %	9,5 %

	Ardèche		Rhône-Alpes		France	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Taux de chômage (%) 3 <sup>e</sup> trimestre 2011 / 2012	10,6	11,3	8,8	9,3	9,9	10,5

## >> Faible densité de population

12,65 % du territoire de Rhône-Alpes	/	5,05 % de la population de Rhône-Alpes
0,87 % du territoire national	/	0,49 % de la population française



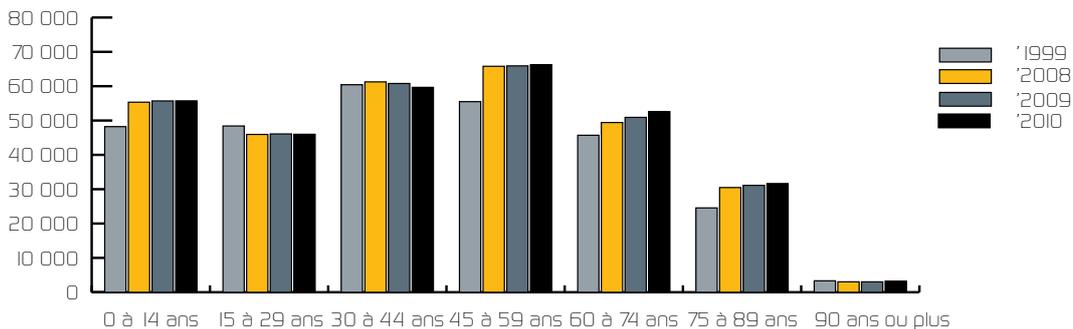
- > Augmentation de la population de 9,85 % depuis 1999
- > Un territoire encore fortement agricole par rapport à la moyenne régionale ou nationale, malgré un déclin constant depuis des années
- > Une forte proportion de retraités toujours en augmentation
- > Des revenus peu élevés



## >> Structure de la population et évolution

(Source INSEE – RP 1999 et RP 2010/2011 exploitations complémentaires)

De 1999 à 2011, une augmentation de 9,85 % de la population, nettement supérieure à celle connue lors de la période 1990/1999 (+ 3,05 %). Cette évolution est due en quasi-totalité au solde migratoire, le solde naturel étant très faible (en moyenne 0,1 % par an) mais tout de même en évolution positive. Sur la dernière année, la population ardéchoise a augmenté de 0,69 %, soit une évolution supérieure à celle de Rhône-Alpes (+ 0,12 %) et identique à celle du niveau national (+ 0,49 %). La plupart des tranches d'âge voient leurs effectifs augmenter, sauf la tranche 15/44 ans, résultat d'un solde naturel nul, voire négatif, sur la période 1975/2000.



## >> Structure de la population active et évolution

(Source INSEE – RP 1999 et RP 2010 exploitations complémentaires)

### → Le nombre de retraités toujours en augmentation

L'évolution importante du nombre de retraités observée ces dernières années continue, autant en nombre qu'en pourcentage de la population. Ils sont ainsi passés de 64 455 (22,52 % de la population totale) en 1999, à 85 413 en 2010 (27,0 % de la population totale), soit une hausse de 32,51 %. Leur nombre a augmenté de près de 1,70 % sur la dernière année.



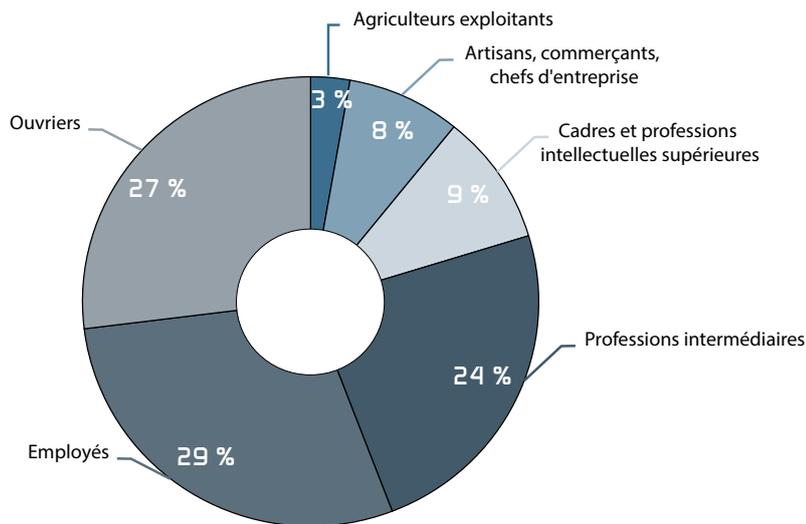
Légère baisse du nombre d'ouvriers, qui passe de 36 956 à 36 842 en un an. Nouvelle diminution du nombre d'agriculteurs (-26,48 % sur la période 1999-2010) en prolongement d'une tendance déjà ancienne, mais avec une quasi-stagnation sur la dernière année. Ils représentent encore 2,87 % de la population active, contre 1,18 % au niveau régional.

### Evolution de la population active selon la catégorie professionnelle – 1999/2010

	1999	2010	Evolution %
Ensemble	123 783	137 777	+ 11,31
Agriculteurs exploitants	5 385	3 959	- 26,48
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10 420	10 966	+ 5,24
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8 968	13 018	+ 45,16
Professions intermédiaires	24 824	32 737	+ 31,88
Employés	34 921	39 453	+ 12,98
Ouvriers	37 704	39 453	- 2,29

5  
> S  
> O  
> M  
> M  
> A  
> I  
> R  
> E  
>

## Poids des catégories professionnelles 2009



2010

### >> Salaires et revenus d'activité

(Source INSEE – RP 2010 exploitations complémentaires)

Le salaire net moyen est globalement inférieur aux moyennes régionale et nationale. Il est globalement en hausse par rapport à 2009 (+ 3,50 %). Toutes les catégories ont connu une augmentation de salaires mais dans des proportions variables. Ce sont les cadres qui ont bénéficié de la plus forte hausse (+ 4,36 %), sans pour autant retrouver leur niveau de rémunération de 2008.



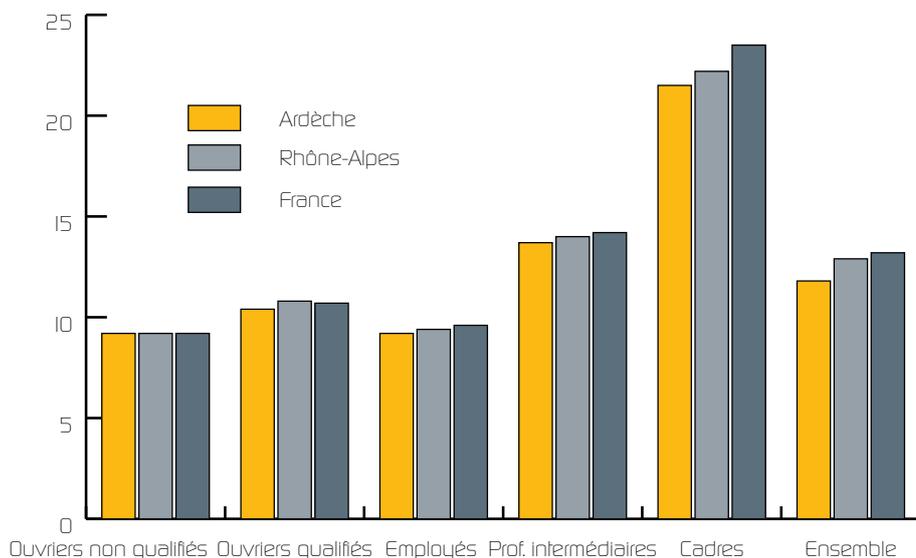
L'écart de salaire hommes-femmes, bien que conséquent, est moins important qu'au niveau régional ou national. Il a même légèrement diminué, après avoir fortement augmenté en 2009. En moyenne le salaire féminin est inférieur de 16,36 % en Ardèche (17,60 % en 2009 et 13,22 % en 2008), contre 25,27 % en Rhône-Alpes et 20,66 % sur la France entière, tous deux une nouvelle fois en augmentation.

Les écarts de salaire horaire entre les salariés à temps plein et ceux à temps partiel continuent d'augmenter, passant de 10,34 % en 2009 à 15,23 % en 2010.

Concernant l'évolution du salaire moyen, l'Ardèche, avec + 3,50 %, se situe entre la Région Rhône-Alpes (+ 4,03 %) et la France entière (+ 3,12 %).

### Salaires net horaire moyen en 2010

	Ardèche	Rhône-Alpes	France
Ouvriers non qualifiés	9,2	9,2	9,2
Ouvriers qualifiés	10,4	10,8	10,7
Employés	9,2	9,4	9,6
Professions intermédiaires	13,7	14	14,2
Cadres	21,5	22,2	23,5
Ensemble	11,8	12,9	13,2



7

## En savoir +

### >> Fiscalité des ménages

(Source INSEE – RP 2010 exploitations complémentaires)

	Ardèche	Rhône-Alpes
Part des ménages imposés (%)	48,4	56,2
Revenu net imposable par foyer fiscal	20 625€	24 880€



Après avoir très légèrement diminué (- 0,21 %) entre 2008 et 2009, le revenu net imposable par foyer fiscal a augmenté de 2,56 % entre 2009 et 2010. Il reste nettement inférieur aux chiffres nationaux (- 16,34 %) et régionaux (- 20 63 %), l'écart s'étant encore accru sur la dernière année.

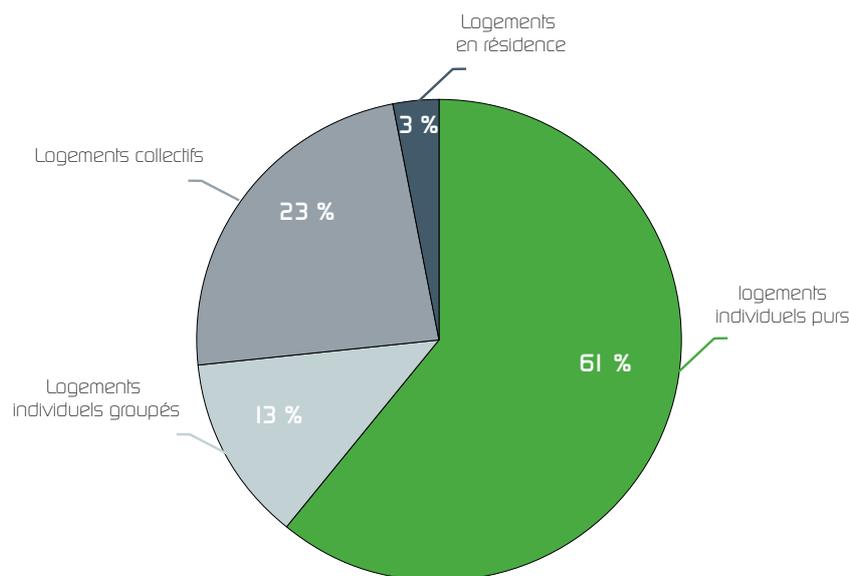
De même, le pourcentage de ménages imposés est en dessous de ce qu'on peut observer sur l'ensemble du territoire ou sur Rhône-Alpes. Il reste globalement stable par rapport à 2009 et ce sur l'ensemble des territoires de référence.

## En savoir +

## >> Construction de logements (Source : SOeS-DREAL Rhône-Alpes Sit@del2)

### → Prédominance du logement individuel

Sur la période 2005-2012, la construction de logements individuels purs représente 61 % du total des permis de construire autorisés, alors qu'elle ne pèse que pour 28 % du total sur Rhône-Alpes. Le logement collectif, quant à lui, ne représente qu'à peine un quart du nombre de logements, contre 53 % sur Rhône-Alpes. Après une forte baisse du nombre global de logements en 2008, 2009 et, dans une moindre mesure, 2010 les chiffres sont repartis à la hausse en 2011 (+ 32 %). Stabilisation sur 2012.



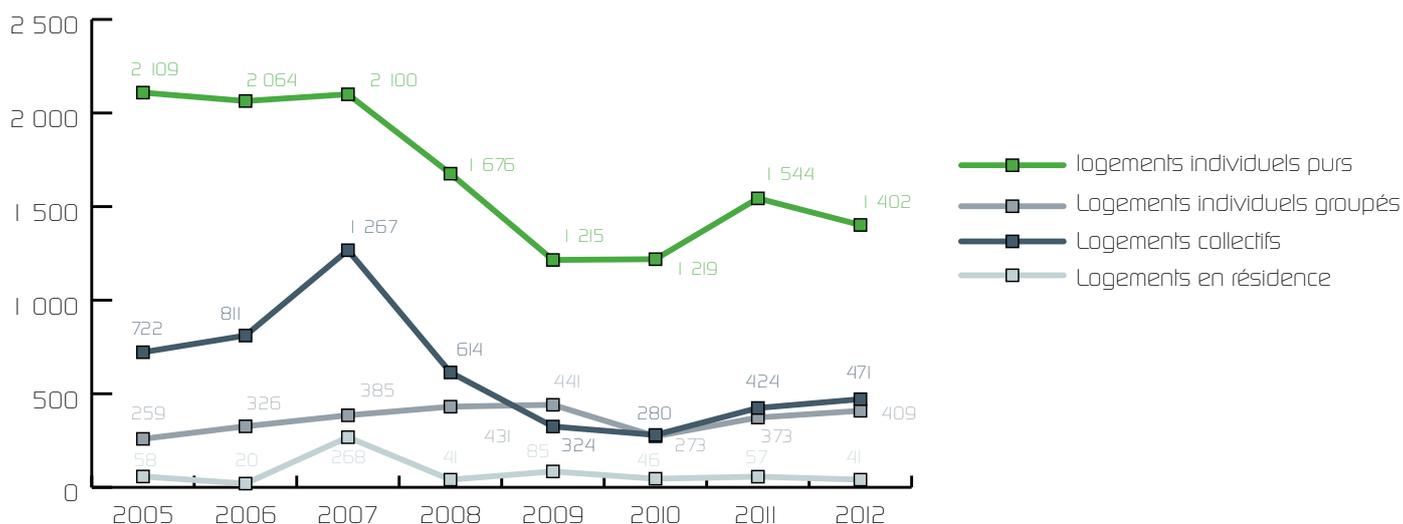
### → Evolution : diminution moins forte du nombre de logements



Après une période de progression et un pic en 2007, le marché a chuté fortement pour arriver en 2008 à des chiffres identiques à ceux de 2000. Sur la période 2007-2009 les demandes concernant le logement individuel pur se sont effondrées (- 42,15 %) mais, après une stabilisation en 2010, ont repris un peu de vigueur sur 2011 mais rechutent à nouveau en 2012.

Même phénomène, avec encore plus d'ampleur pour le logement collectif (- 74,34 % sur la période 2005-2010). Ce dernier chiffre est cependant à modérer, 2007 étant une année particulièrement faste (+ 56,22 % par rapport à 2006). Après 2010, qui s'est caractérisée par une nouvelle baisse sur ce secteur, 2011 a vu une hausse de 51,42 %. Très légère baisse en 2012 (- 3,12 %)

La tendance constante de baisse du nombre de construction est stoppée en 2011. Sur 2010 le département se démarquait de la région qui voyait globalement les chiffres repartir à la hausse (+ 26,32 % par rapport à 2009), retrouvant les chiffres de 2008. Ensuite les évolutions sont comparables : hausse en 2011 et légère diminution en 2012.



	logements individuels purs	Logements individuels groupés	Logements collectifs	Logements en résidence	Total
2005	2 109	259	722	58	3 148
2006	2 064	326	811	20	3 221
2007	2 100	385	1 267	268	4 020
2008	1 676	431	614	41	2 762
2009	1 215	441	325	85	2 066
2010	1 219	273	280	46	1 818
2011	1 544	373	424	57	2 398
2012	1 402	409	471	41	2 323



Même si les résidences secondaires représentent une part conséquente du nombre de logements, leur nombre ayant augmenté de 9,08 depuis 1999, leur pourcentage par rapport au nombre total de logements a très légèrement diminué passant de 20,2 % des logements à 18,8 % sur la période retrouvant ainsi les chiffres de 1982. Dans le même temps, le nombre de résidences principales a progressé de 17,27 % mais leur part du nombre total de logements est restée identique, alors que la part des logements vacants est passée de 6,9 % à 8,3 %

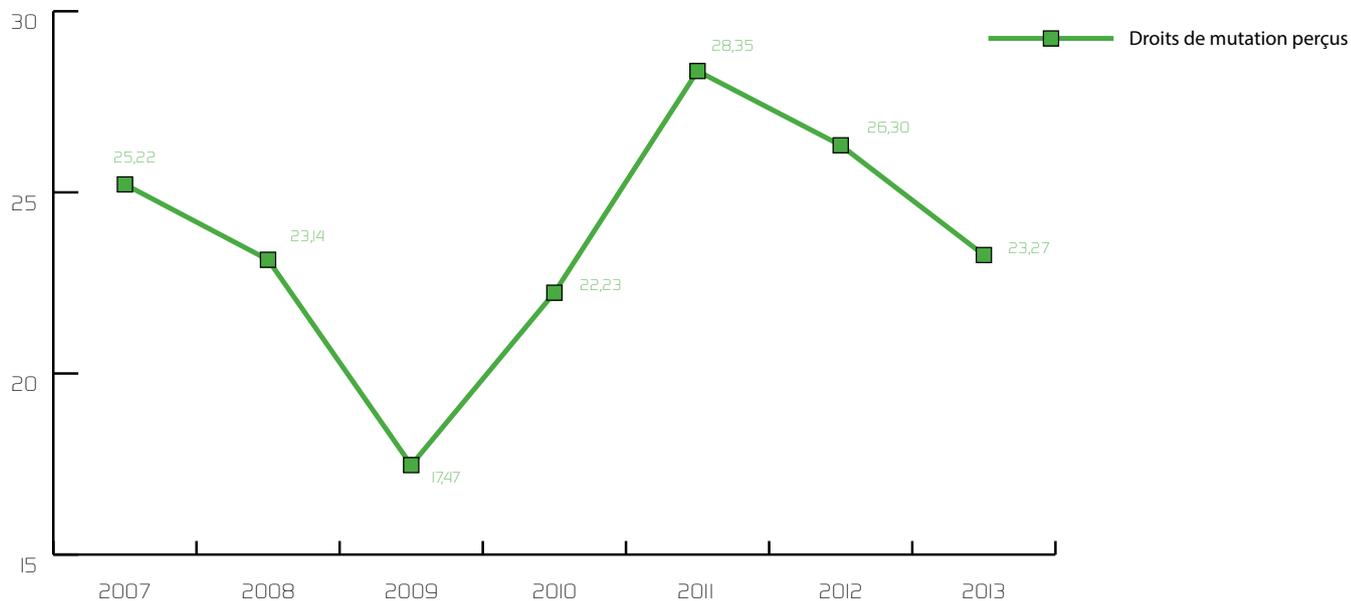
➤ **En savoir +**

9  
 > S  
 > O  
 > M  
 > M  
 > A  
 > I  
 > R  
 > E  
 >

>> Droits de mutation en M€ (Source : CG07)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits de mutation perçus	25,22	23,14	17,47	22,23	28,35	26,30	23,27

Evolution des droits de mutation perçus par le CG07 - 2007-2012 (En M€)



La forte augmentation des droits perçus entre 2010 et 2011 est en partie due au transfert au Département de l'ancienne part « État » des droits de mutation, dans le cadre de la compensation des pertes de recettes induites par la suppression de la taxe professionnelle. Par conséquent, elle ne correspond qu'en partie seulement à la progression de l'assiette taxable (produit des ventes d'immeubles).

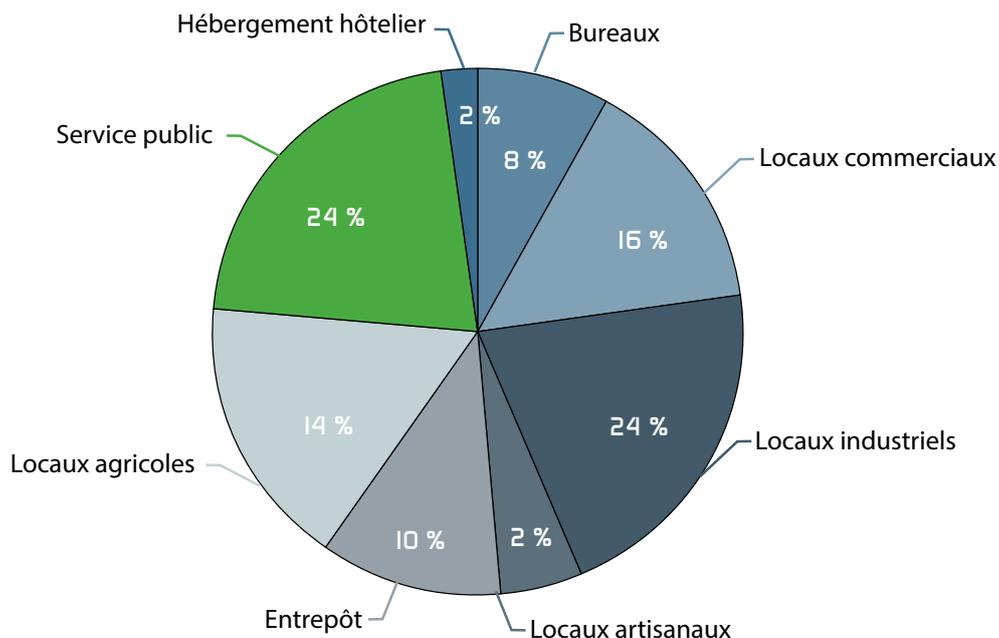
>> Construction de locaux professionnels (Source : SOeS-DREAL Rhône-Alpes Sit@del2)

→ Poids important du secteur public sur le long terme, mais en diminution



Sur la période 2005-2012, les surfaces destinées aux services publics sont à égalité avec les locaux industriels, en tête de peloton, suivis par les surfaces commerciales et les locaux agricoles (respectivement 16 % et 14% des surfaces accordées sur la période).

## Répartition des surfaces autorisées - Locaux professionnels - 2005-2011

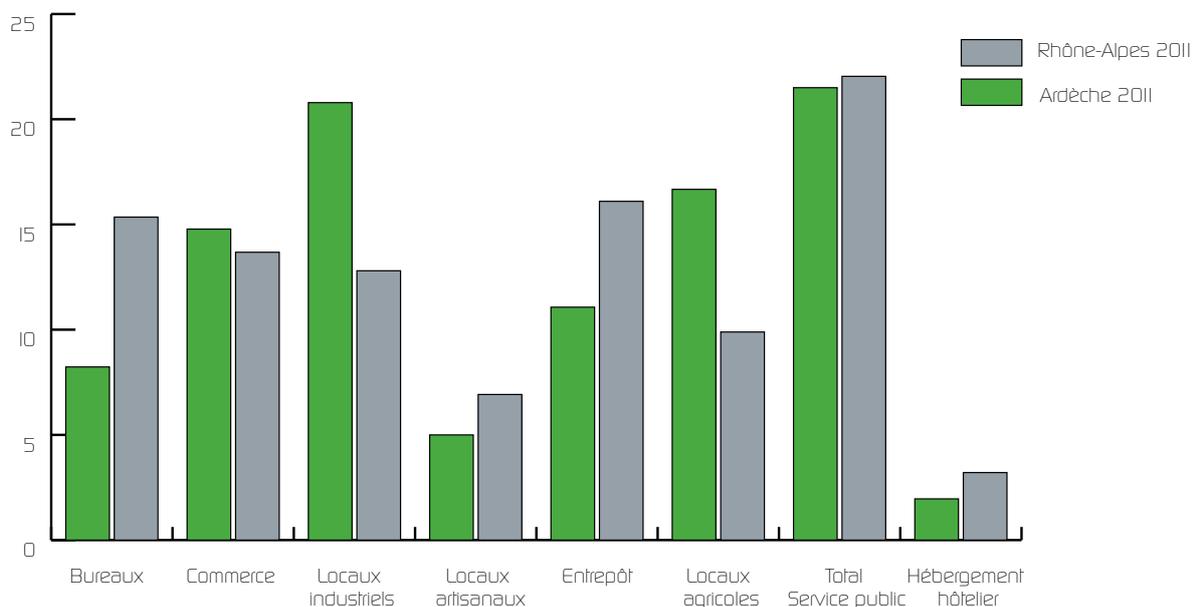


La comparaison avec l'ensemble de la région met encore plus en évidence les particularités du département.

### Comparaison Ardèche/Rhône-Alpes des permis de construire en 2012 (% des surfaces accordées)

	Bureaux	Locaux commerciaux	Locaux industriels	Locaux artisanaux	Entrepôt	Locaux agricoles	Service public	Hébergement hôtelier
Ardèche	8,23	14,78	20,79	5,00	11,07	16,67	21,50	1,96
Rhône-Alpes	15,35	13,68	12,80	6,92	16,10	9,89	22,04	3,21

### Comparaison Ardèche Rhône-Alpes - Répartition des surfaces accordées en 2011



## → Des évolutions différenciées avec une baisse des locaux publics

Les différents secteurs connaissent des évolutions très contrastées sur les dernières années, avec des fluctuations parfois très fortes, 2009 étant une année particulièrement faste.

Après avoir connu une baisse spectaculaire en 2011 par rapport à 2010 (- 65,45 %) qui était une année exceptionnelle, les surfaces commerciales autorisées ont retrouvé leur niveau de 2008.

Les locaux industriels qui avaient atteint en 2011 un niveau inconnu depuis plus de 10 ans, avec une augmentation de 260 % par rapport à 2010, sont revenus à des chiffres plus dans la moyenne des années précédentes.

Les hébergements hôteliers se stabilisent et les services publics baissent de plus de 21 % pendant que les locaux à vocation agricole sont une nouvelle fois sujets à une variation très importante, à la hausse cette fois (+ 450 %).

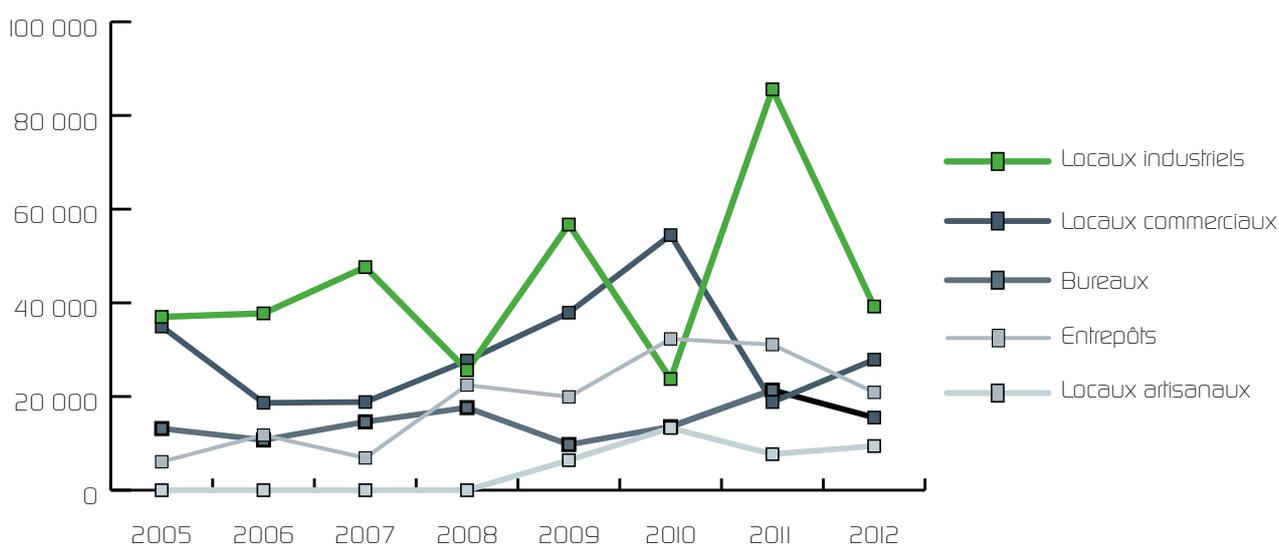
### Evolution des surfaces autorisées – 2005/2012

Hors services publics, locaux agricoles et hébergement hôtelier (Surfaces hors d'œuvre nettes en m<sup>2</sup>)

	Bureaux	Locaux commerciaux	Locaux industriels	Locaux artisanaux	Entrepôt	Locaux agricoles	Service public	Hébergement hôtelier	Total locaux professionnels
2005	13 156	34 943	37 001	0	6 078	39 488	24 285	1 460	156 411
2006	10 717	18 648	37 755	0	11 761	34 382	68 540	2 697	184 500
2007	14 598	18 823	47 625	0	6 887	47 376	40 614	1 042	176 965
2008	17 626	27 664	25 606	0	22 446	9 167	44 770	173	147 455
2009	9 748	37 902	56 722	6 411	19 922	24 723	34 405	7 280	197 116
2010	13 559	54 464	23 734	13 287	32 299	17 117	57 687	1 803	213 952
2011	21 370	18 814	85 586	7 694	31 085	5 717	51 815	3 806	225 887
2012	15 514	27 879	39 219	9 426	20 886	31 447	40 545	3 696	188 614

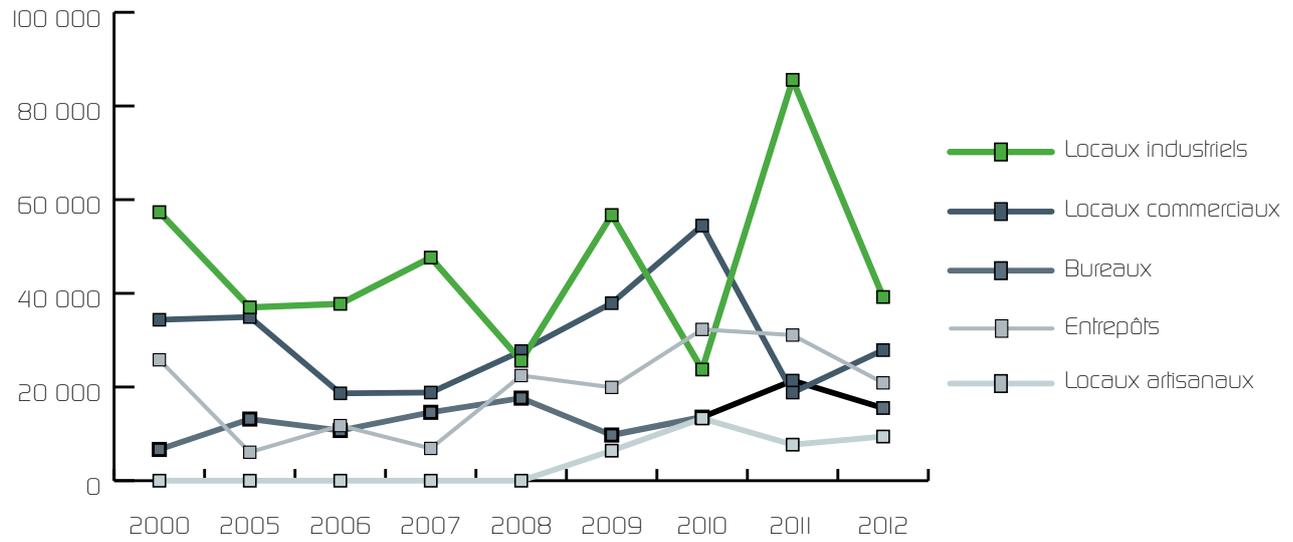
### Evolution des surfaces autorisées – 2005/2012

Hors services publics, locaux agricoles et hébergement hôtelier (Surfaces hors d'œuvre nettes en m<sup>2</sup>)



## Evolution des surfaces accordées – 2000/2012

Hors services publics, locaux agricoles et hébergement hôtelier (Surfaces hors d'œuvre nettes en m<sup>2</sup>)



13  
> S  
> O  
> M  
> M  
> A  
> I  
> R  
> E  
>  
>

# Technologies de l'information et de la communication

## → Un département connecté



Au cours des 6 dernières années le taux d'équipement en ordinateurs et le pourcentage de connexion haut débit, aussi bien des ménages que des entreprises, n'ont cessé de progresser dans des proportions comparables, voire légèrement supérieures, à ce qu'on observe au niveau national ou régional. Il faut cependant noter que le département était en retard à la fin des années 2000.

Il semble, assez logiquement, que l'on arrive à un plafond de progression dans les équipements aussi bien des entreprises que des ménages. Il sera dorénavant intéressant de voir comment vont évoluer les usages.

### » L'équipement des ménages

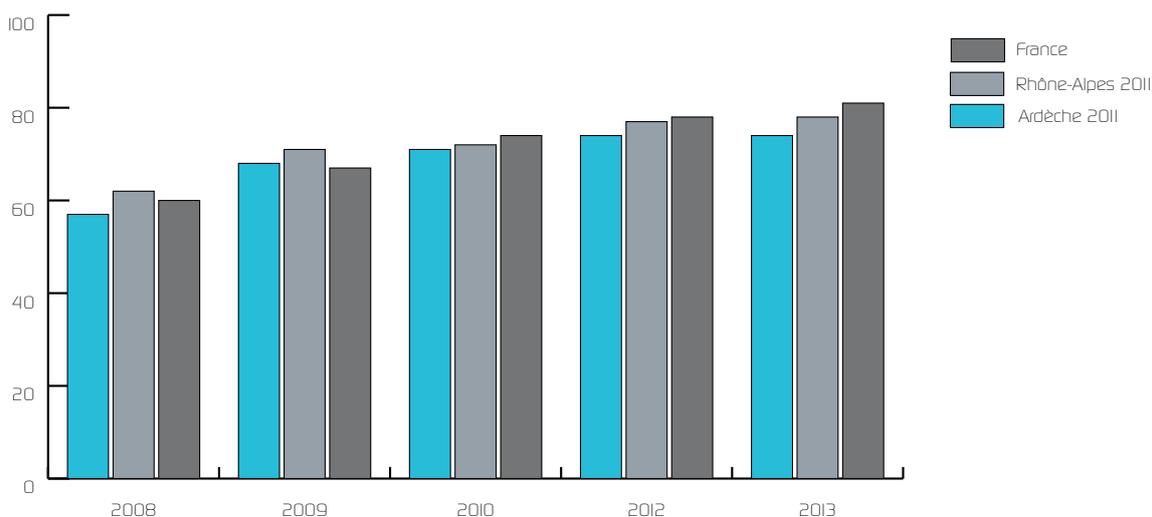
(Source : Baromètre de la société de l'information en Rhône-Alpes – Région Rhône-Alpes)

Le taux d'équipement des ménages en ordinateurs est légèrement inférieur aux moyennes régionale et nationale. Mais la progression est identique.

A noter que ce constat s'applique également à la possession de mobiles (Ardèche : 89 % - Région Rhône-Alpes : 91 %).

Dans les deux cas (ordinateurs et mobiles), l'Ardèche est en sixième position des départements de Rhône-Alpes.

#### L'équipement des ménages en ordinateurs

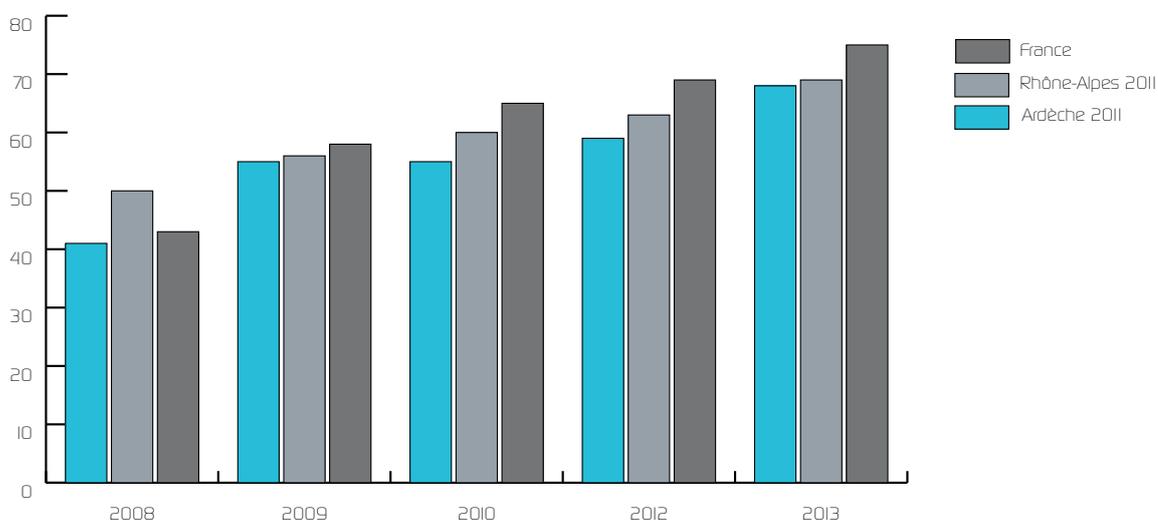


	2008	2009	2010	2012	2013
Ardèche	57 %	68 %	71 %	74 %	74 %
Rhône-Alpes	62 %	71 %	72 %	77 %	78 %
France	60 %	67 %	74 %	78 %	81 %

Le (très)haut débit est maintenant largement répandu, même s'il est encore en retrait par rapport au niveau national mais l'écart avec la région se réduit.

L'Ardèche occupe la quatrième place en Rhône-Alpes, derrière le Rhône (75 %), l'Ain (71 %) et la Haute-Savoie (70 %).

### Connexion haut (ou très haut) débit des ménages



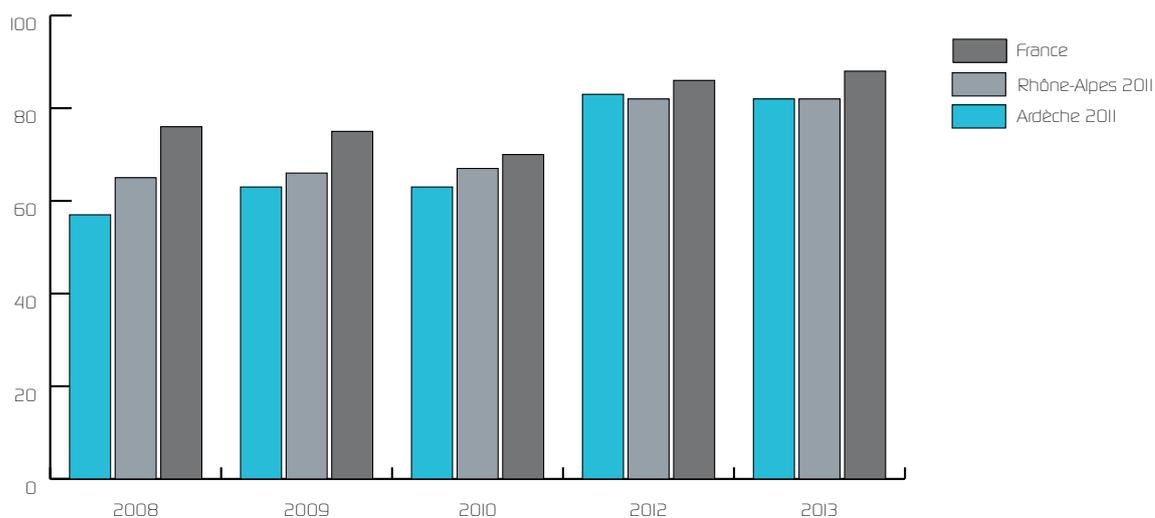
	2008	2009	2010	2012	2013
Ardèche	41 %	55 %	55 %	59 %	68 %
Rhône-Alpes	50 %	56 %	60 %	63 %	69 %
France	43 %	58 %	65 %	69 %	75 %

### >> L'équipement des entreprises

(Source : Baromètre de la société de l'information en Rhône-Alpes – Région Rhône-Alpes)

#### → Des entreprises bien équipées...

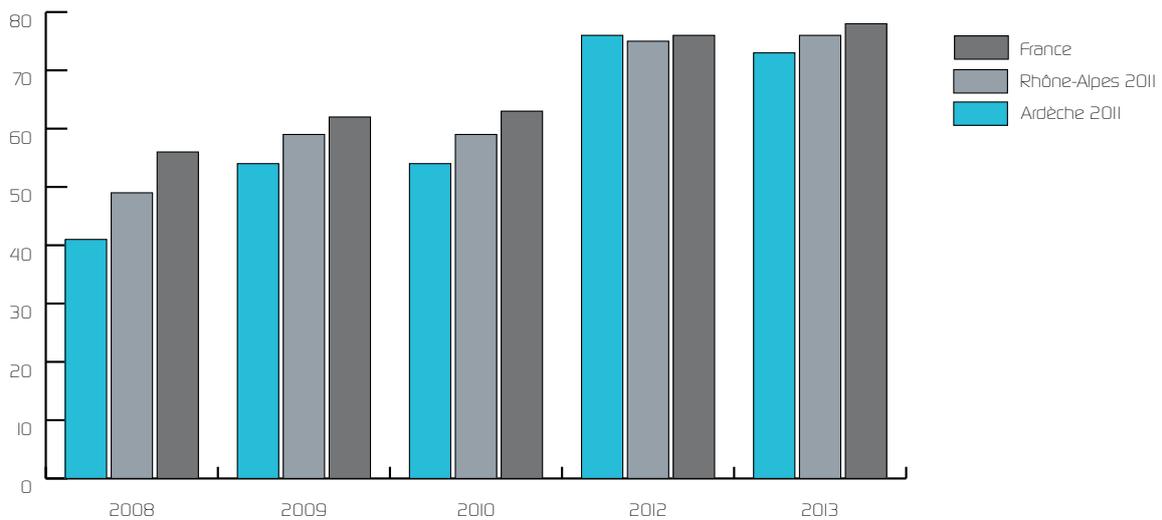
Le taux d'équipement des entreprises en ordinateurs est similaire à celui de la région et parmi le peloton de tête des départements de Rhône-Alpes.



	2008	2009	2010	2012	2013
Ardèche	57 %	57 %	63 %	83 %	82 %
Rhône-Alpes	65 %	66 %	67 %	82 %	82 %
France	76 %	75 %	70 %	86 %	88 %

## → ...bien connectées...

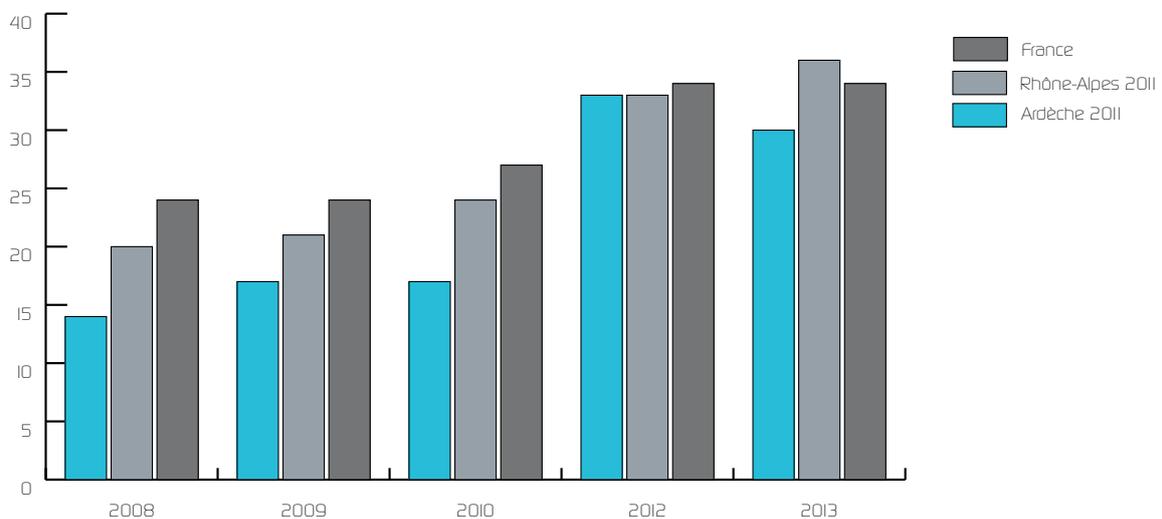
Aujourd'hui, comme pour les ménages le (très)haut débit est plutôt bien implanté dans les entreprises avec un pourcentage d'établissements connectés comparable au chiffre régional, mais encore légèrement en dessous du pourcentage national, même si l'écart s'est considérablement réduit depuis 2008.



	2008	2009	2010	2012	2013
Ardèche	41 %	54 %	54 %	76 %	73 %
Rhône-Alpes	49 %	59 %	59 %	75 %	76 %
France	56 %	62 %	63 %	76 %	78 %

## → ...mais encore peu actives sur le web !

Même si les chiffres ont beaucoup progressé depuis 2008, l'Ardèche reste dans le peloton de queue pour le nombre d'entreprises ayant un site web avec moins d'un tiers des entreprises.



	2008	2009	2010	2012	2013
Ardèche	14 %	17 %	17 %	33 %	30 %
Rhône-Alpes	20 %	21 %	24 %	33 %	36 %
France	24 %	24 %	27 %	34 %	34 %

**En savoir +**

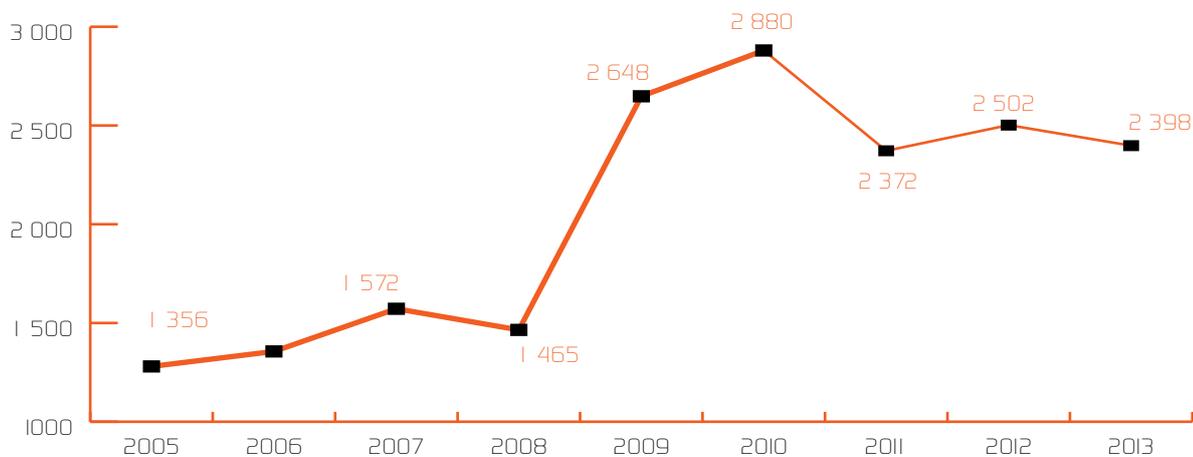
# Activités économiques

## >> Création d'entreprises (Source INSEE / Exploitation APCE)

Après une période de progression marquée en 2006 et surtout 2007, la création d'entreprises a connu une régression en 2008, suivie d'une très forte augmentation des chiffres en 2009, due notamment à la mise en place du statut de l'auto-entrepreneur. Sur 2010, cette progression a été encore conséquente et nettement supérieure au niveau national. Là encore le statut de l'auto-entrepreneur était à l'origine de cette différence, puisque leur part dans l'ensemble des créations avait augmenté de façon nettement plus importante sur le département qu'en Rhône-Alpes et sur la France entière. **En 2011 renversement de situation avec une forte diminution du nombre de créations**, diminution plus forte que celle des niveaux régional et national. **En 2012, alors que les chiffres se stabilisent au niveau national et en Rhône-Alpes, ils augmentent à nouveau de façon sensible en Ardèche**, avant de connaître à nouveau une baisse en 2013, démarquant le département des évolutions régionales (baisse nettement plus limitée) et nationales (hausse conséquente).

### Evolution du nombre de créations – 2006/2011

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ardèche	1 356	1 572	1 465	2 648	2 880	2 372	5,48	- 4,16
Rhône-Alpes	28 468	33 468	33 929	58 485	62 942	56 350	1,02	- 1,65
France	204 239	235 011	238 557	431 883	451 194	396 808	- 0,12	2,09



L'autoentrepreneur : toujours une part importante du nombre de créations, en nette augmentation par rapport à 2011 !

- > 62,4 % en Ardèche (58,3 % en 2011)
- > 53,8 % en Rhône-Alpes (51,2 % en 2011)
- > 57,6 % en France (54,6 % en 2011)

## → En 2012 hausse des créations dans quasiment tous les secteurs d'activité

Après une année 2011 au cours de laquelle quasiment tous les secteurs avaient connu une forte diminution du nombre de créations par rapport à l'année précédente, la majorité des secteurs s'inscrivent dans le phénomène de hausse générale, à l'exception des activités commerciales et financières.

### Evolution des créations d'entreprises par secteurs d'activité – 2011 /2012

Secteur d'activité	Nombre de créations	Répartition	Proportion auto entrepreneurs	Evolution entre 2010 et 2011
Industrie	164	6,6 %	73,8 %	+ 7,2 %
Construction	474	18,9 %	67,7 %	+ 10,7 %
Commerce de détail	356	14,2 %	68,8 %	- 6,8 %
Commerce de gros	29	1,2 %	0 %	- 19,4 %
Commerce de bouche	19	0,8 %	0 %	+ 46,2 %
Immobilier	55	2,2 %	16,4 %	+ 25 %
Hébergement et restauration	226	9 %	38,5 %	+ 5,1 %
Vente et réparation automobile	68	2,7 %	55,9 %	+ 25,9 %
Services à la personne	244	9,8 %	86,9 %	+ 5,2 %
Services aux entreprises	468	18,7 %	59,8 %	- 0,2 %
Enseignement	114	4,6 %	83,3 %	+ 48,1 %
Arts, spectacles et activités récréatives	88	3,5 %	76,1 %	+ 3,5 %
Santé	159	6,4 %	39,6 %	+ 11,2 %
Activités financières	38	1,5 %	23,7 %	- 7,3 %

## En savoir +

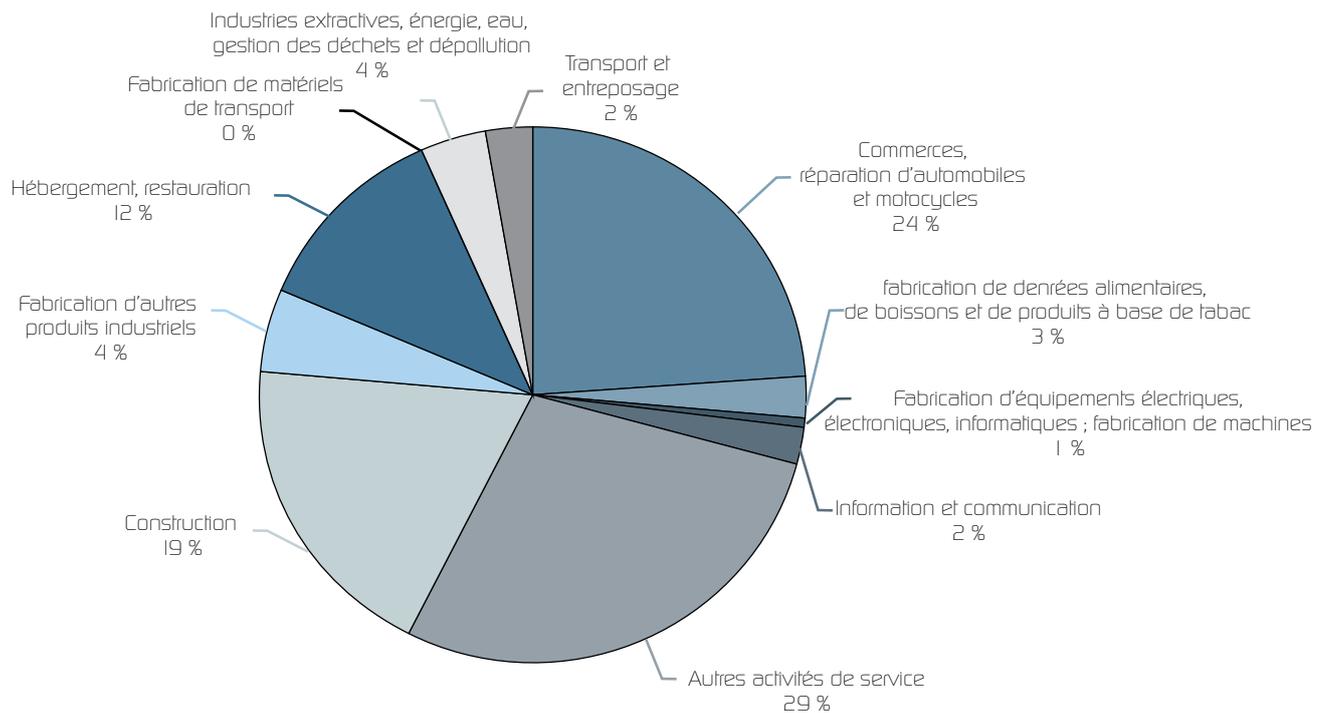
### >> Poids des différents secteurs d'activité en nombre d'établissements

(Source INSEE Sirène)

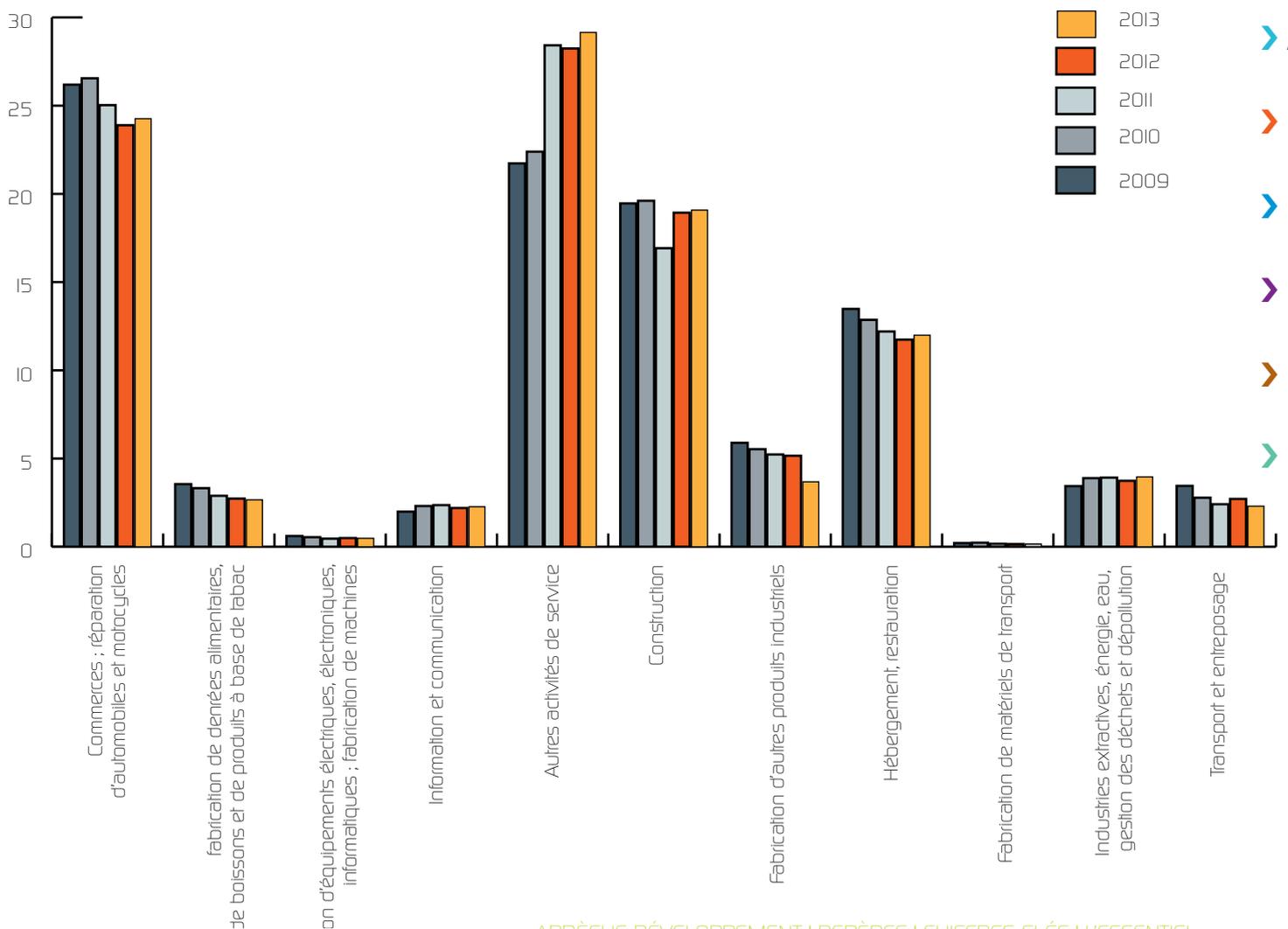
#### → Le commerce de détail et le bâtiment en tête du nombre d'établissements.

Les activités de services, dont le nombre a explosé sur la période 2009-2013, passant de 3 878 à 6213 (+ 83,93 %) représentent le plus gros contingent en nombre d'établissements, devant le commerce, traditionnellement en tête de peloton jusqu'en 2011 et les activités du bâtiment. Si la part relative de la construction reste stable, celle du commerce et des activités de type industriel est en baisse nette, alors que celle des services progresse de façon très nette, passant de 21,73 % des établissements en 2009 à 29,15 % en 2013.

## Poids des différents secteurs d'activité en nombre d'établissements - 2012



## Evolution de la part relative de chaque secteur d'activité – 2009-2013



## Evolution du nombre d'établissements par secteurs d'activité - 2009-2013

	Commerces ; réparation d'automobiles et motocycles	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Information et communication	Autres activités de service	Construction	Fabrication d'autres produits industriels	Hébergement, restauration	Fabrication de matériels de transport	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Transport et entreposage	Total (hors agriculture)
2009	4 072	552	95	309	3 378	3 025	916	2 096	32	535	537	15 547
2010	4 457	558	90	388	3 759	3 292	928	2 159	38	653	467	16 789
2011	4 839	559	88	456	5 494	3 272	1 012	2 359	32	757	465	19 333
2012	4 948	566	101	456	5 848	3 921	1 069	2 432	32	774	562	20 709
2013	5 171	566	102	484	6 213	4 067	785	2 556	34	844	491	21 313

### → Perte d'établissements dans l'industrie et la logistique

Après une forte hausse du nombre total d'établissements entre 2010 et 2011, dans la logique de la forte progression des créations d'entreprises, l'évolution est depuis nettement plus modérée. Entre 2011 et 2012 les plus fortes hausses sur l'année ont concerné :

- > la construction : + 19,83 %
- > transport et entreposage : + 20,86 %

Sur la dernière année ce sont les activités de services (+ 29,15 %) et les activités du commerce (+ 24,26 %) qui connaissent les augmentations les plus sensibles.

Depuis 2009 le trio de tête est constitué de :

- > Les services : + 83,93 % en 4 ans
- > Information et communication : + 56,63 % en 4 ans
- > Industrie extractives, énergie, eau, gestion des déchets : + 57,76 % en 4 ans

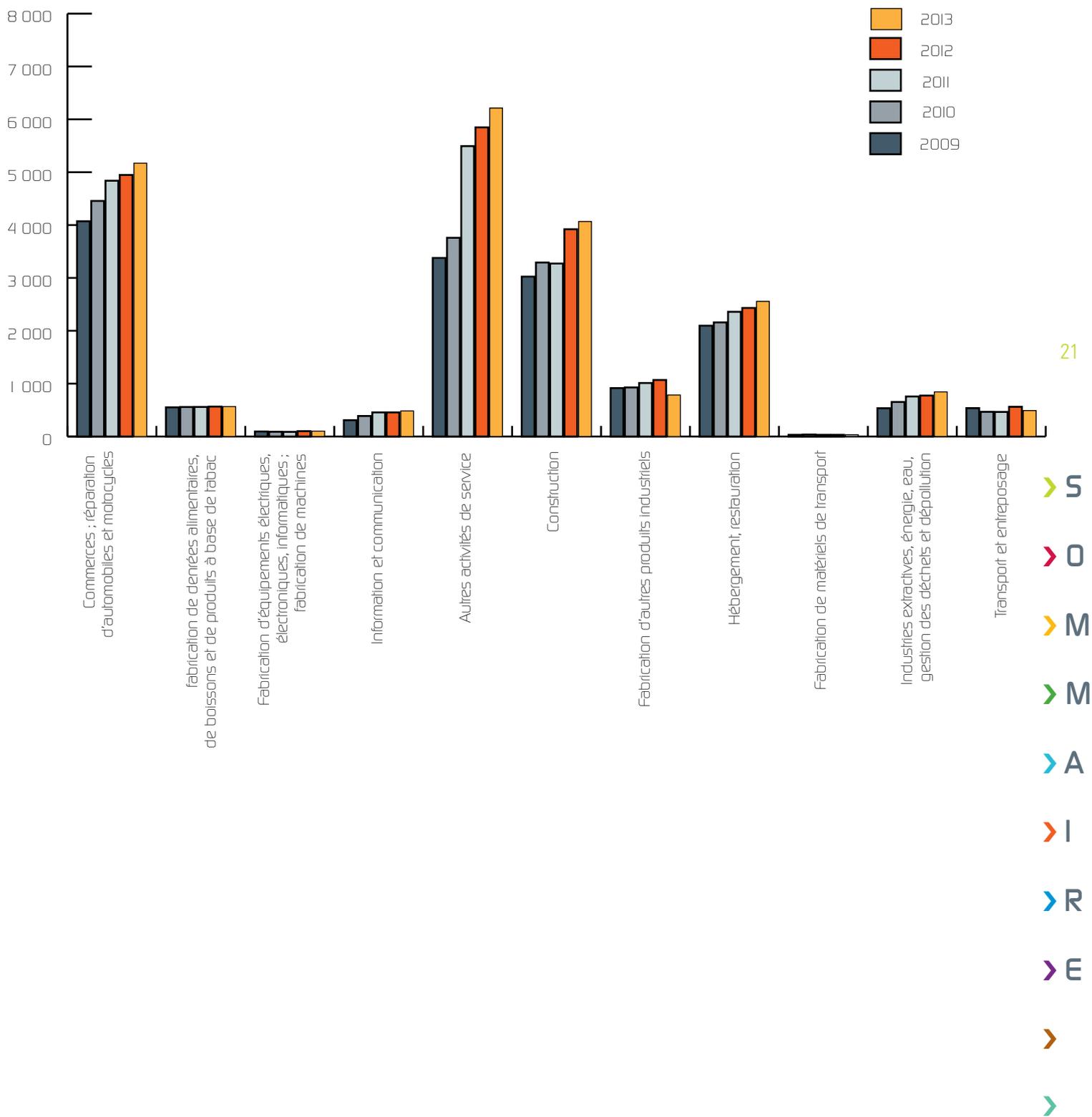
Ils sont suivis par :

- > Construction : + 34,45 % en 4 ans
- > Commerce : + 26,99 % en 4 ans

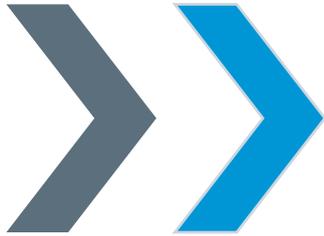
Le succès de l'auto-entrepreneur explique très largement ces évolutions positives.

A l'inverse deux secteurs perdent en nombre d'entreprises sur la dernière année:

- > Transport et entreposage : - 12,63 %. Ce secteur d'activité avait déjà subi des baisses en 2010 et 2011, avant de regagner des entreprises en 2012.
- > Fabrication d'autres produits industriels : - 26,57 %. C'est la première fois depuis 2009 que ce phénomène se produit, et ce à un niveau important.



## → L'emploi industriel continue de diminuer



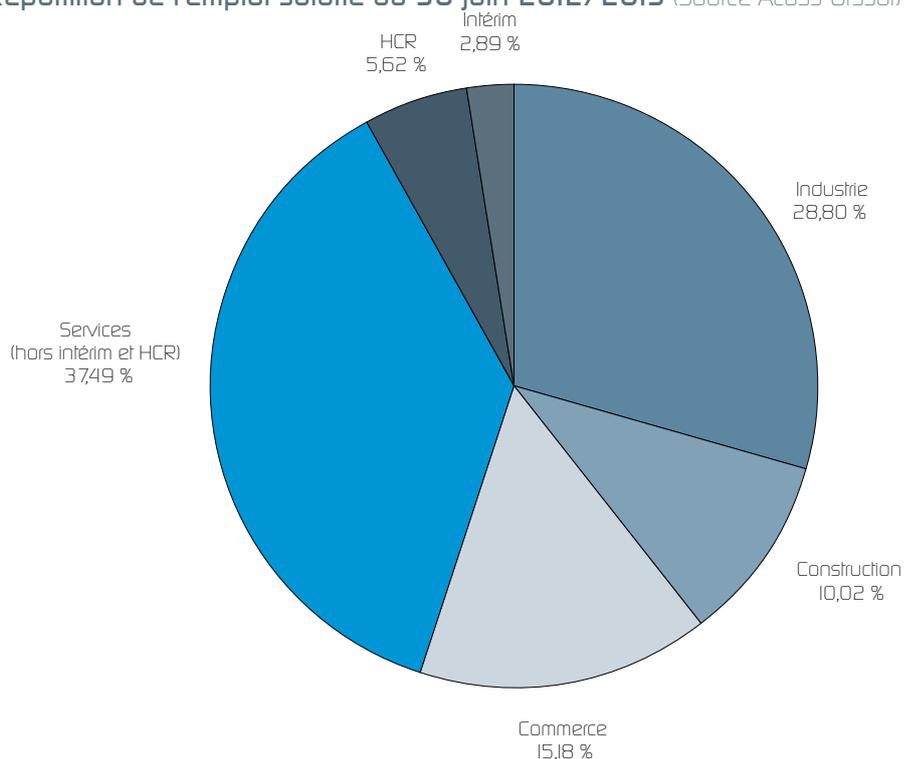
Après une hausse de 1,41 % du nombre de salariés entre 2010 et 2011, 2013 voit se perpétuer la baisse globale enclenchée en 2012. L'industrie notamment continue de voir ses effectifs diminuer. Elle a perdu 2 674 emplois sur les 5 dernières années (soit 12,86 % de ses effectifs). La détérioration de la situation est également très nette dans le commerce et la construction, alors que les services repartent à la hausse après une année plus difficile et que les CHR poursuivent leur progression, mais avec une intensité moindre.

### › Emploi salarié au 30 juin 2013 par grands secteurs d'activité, en milliers (Source Acoess-Urssaf)

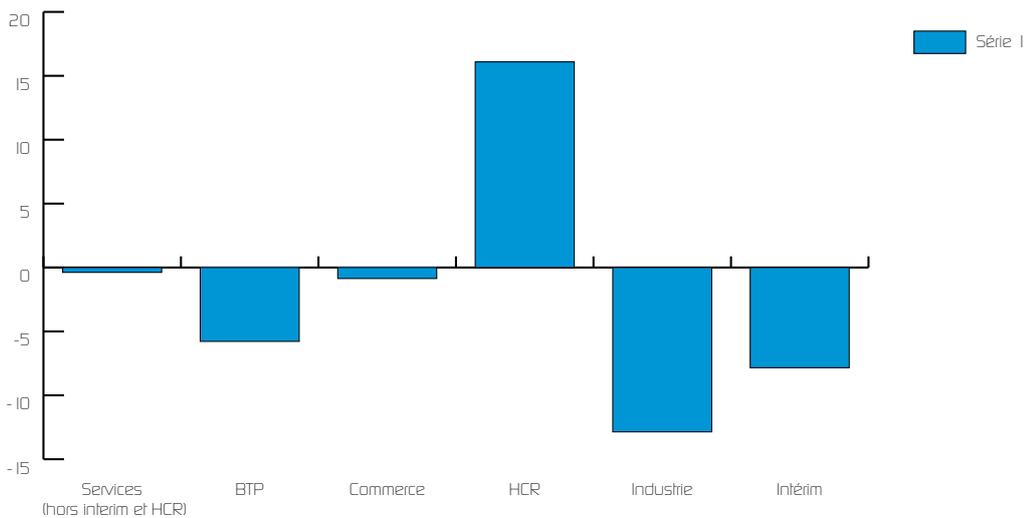
Les services en tête de l'emploi avec près de 37 % des effectifs.

	Effectif 2013 (3 <sup>e</sup> trimestre)	Pourcentage	Evolution sur un an
Industrie	18 123	28,81 %	- 2,58 %
Construction	6 306	10,02 %	- 2,35 %
Commerce	9 550	15,17 %	- 2,10 %
Services (hors intérim et HCR)	23 586	37,49 %	+ 0,49 %
Hôtels, cafés, restaurants	3 536	5,62 %	+ 2,46 %
Intérim	1 817	2,89 %	+ 10,81 %
TOTAL	62 916	100 %	- 0,73 %

### Répartition de l'emploi salarié au 30 juin 2012/2013 (Source Acoess-Urssaf)



## Evolution (%) des effectifs 2008-2013



	Services (hors intérim et HCR)	BTP	Commerce	HCR	Industrie	Intérim
Industrie	- 0,38	- 5,78	- 0,84	16,09	- 12,86	- 7,84

## >> Evolution du taux de chômage (Source INSEE)

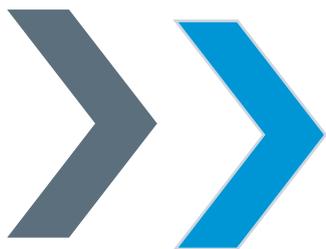
> Au troisième trimestre 2013 :

Evolution annuelle : + 6,6 % (+ 6,89 % sur Rhône -Alpes et + 7,4 % pour la France entière)

## Evolution du taux de chômage trimestriel depuis 2003 (Source INSEE)



→ Les seniors (+ 18,3%) sont les plus touchés par la hausse du chômage



Nouvelle augmentation du chômage sur la dernière période. Entre décembre 2012 et décembre 2013 le chômage a augmenté de 4,9 %, les plus de 50 ans étant les plus touchés (+ 23,83%).

La situation globale continue de se détériorer, même si, par rapport aux chiffres 2011-2012. (11,8 % d'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois entre décembre 2011 et décembre 2012), l'augmentation est moins forte (+ 4,9 %). Les plus de 50 ans représentent près d'un quart des demandeurs d'emploi.

L'écart de hausse du chômage entre les hommes et les femmes se restreint par rapport à l'année précédente, mais il reste en défaveur des hommes, dans toutes les tranches d'âge, et notamment chez les moins de 25 ans que (+ 0,6 % chez les femmes contre + 2,7 % chez les hommes).



Autre élément marquant : la forte progression du chômage de longue durée, supérieur ou égal à un an (+12,6 % en un an), cependant en amélioration par rapport à l'année précédente (+ 17,9 % entre décembre 2011 et décembre 2012).

**Demandeurs d'emploi** (Source DR - Pôle Emploi Rhône-Alpes - 31 décembre 2013)

		Variations annuelles		Variation mensuelle	
		Ardèche	Rhône-Alpes	Ardèche	Rhône-Alpes
<b>Total</b>	<b>25 310</b>	<b>+ 4,9 %</b>	<b>+ 5,7 %</b>	<b>+ 0,5 %</b>	<b>+ 0,7 %</b>
Hommes	12 091	+ 5,3 %	+ 6,6 %	+ 0,0 %	- 0,5 %
Femmes	13 219 (52,42 %)	+ 4,5 %	+ 5,0 %	+ 0,9 %	+ 0,8 %
< 25 ans	3 961 (15,64 %)	- 1,4 %	+ 1,6 %	+ 1,9 %	+ 0,9 %
50 ans et plus	6 032 (23,83 %)	+ 14,3 %	+ 10,5 %	+ 1,0 %	+ 1,2 %



## >> Les allocations RSA versées (Source CG07)

Septembre 2013 : 8 410 allocataires perçoivent le RSA

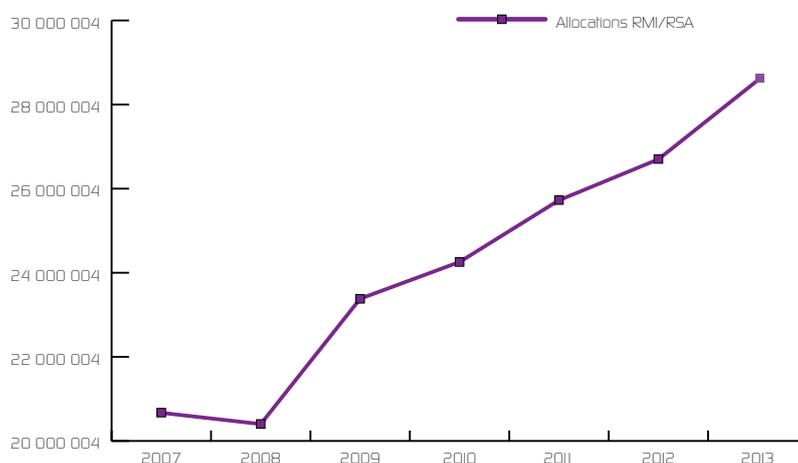
### → Augmentation des allocations versées aux bénéficiaires

+ 38,26 % d'augmentation entre 2007 et 2013, dont 8,65 % sur la dernière année.

Années	2007	2008	2009*	2010	2011	2012	2013
Allocations RMI/RSA	20 669 797 €	20 402 000 €	23 382 057 €	24 255 999 €	25 861 820 €	26 298 636 €	28 578 296 €

\* RSA socle + RSA majoré

### Evolution des allocations RMI/RSA - 2007-2013



L'augmentation des allocations versées ne se dément pas. Le nombre d'allocataires est ainsi passé de 7 000 à plus de 8 400 entre 2009 et 2013. Au total, le RSA couvre 16 490 personnes en tenant compte de l'ensemble des membres du foyer soit 5,25 % de la population ardéchoise.

## >> Les contrats aidés (Source CG07)

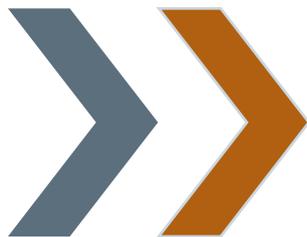
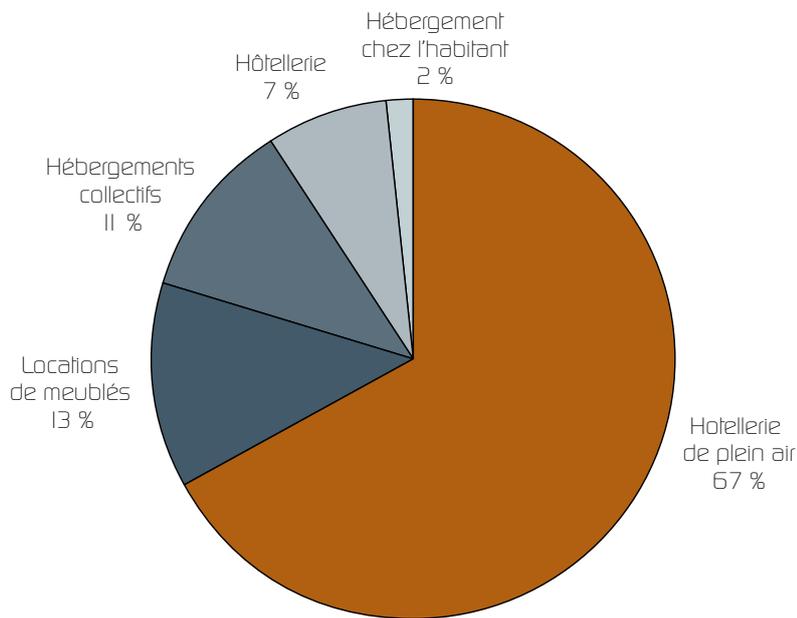
Années	BP 2009	BP 2010	BP 2011	BP 2012	BP 2013
Contrats aidés*	1 600 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €

\* Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) est destiné à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi. Remplaçant le contrat d'avenir à compter de 2010, il est réservé au secteur non marchand. Généralisé à l'ensemble des publics prioritaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le contrat initiative emploi (CIE) est un contrat de travail liant une personne en insertion à un employeur privé du secteur marchand.

**>> Fréquentation touristique**

- > Nombre de nuitées (2011) : 16,3 millions
- > Nombre de séjours (2010) : 2,2 millions
- > Durée moyenne des séjours : 7,5 jours
- > 1 021 000 visiteurs accueillis dans 94 sites touristiques
- > Nombre de lits touristiques (2010) : 284 000 lits
  - Marchands : 110 000 (39 % du parc d'hébergement)
  - Non marchands : 174 000

**Répartition des lits touristiques par type d'hébergement**

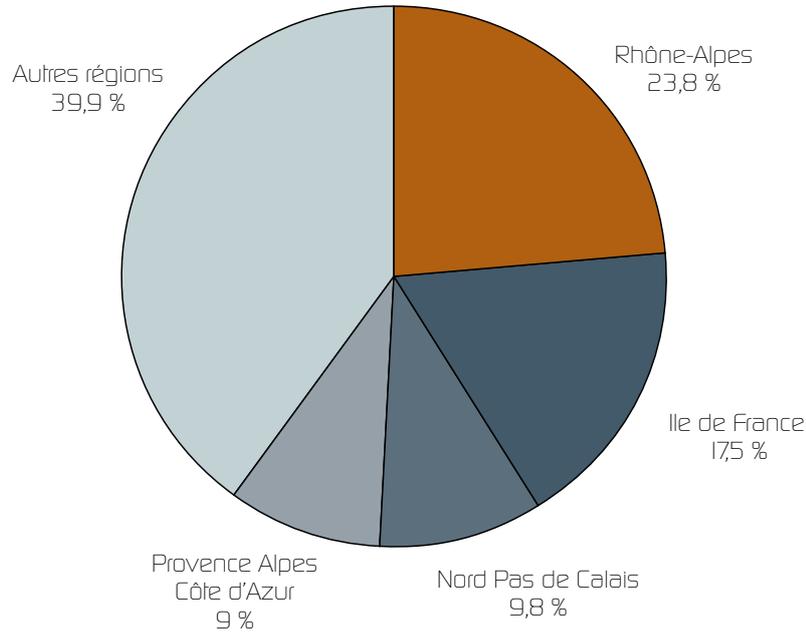


Une capacité d'accueil en hausse par rapport à 2005 (+ 3,8 % au global) avec un développement conséquent de l'hôtellerie de plein air : + 4,8 % de lits touristiques supplémentaires. Diminution des hôtels classés sur la même période : - 3,6 %. Nuitées marchandes en augmentation de 12,6 % sur 5 ans.

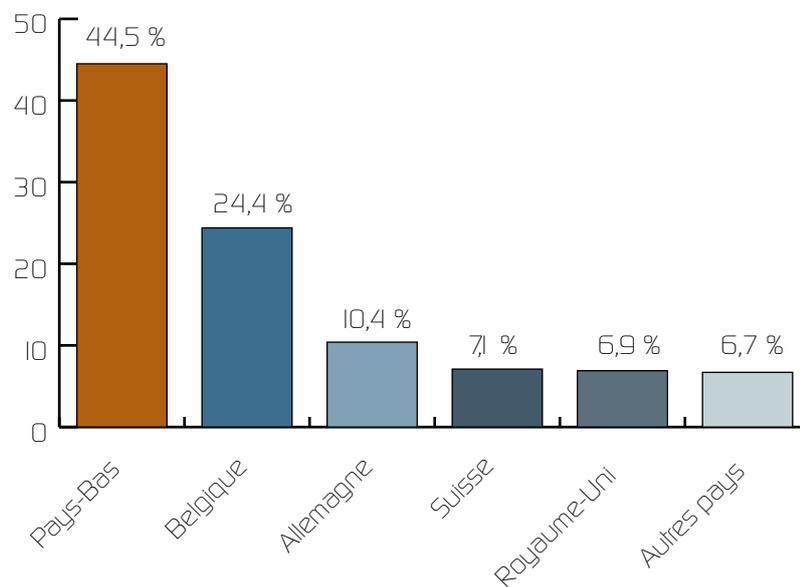
## → Une clientèle avant tout française !

La clientèle française représente 80% des nuitées. Rhône-Alpes arrive en tête des régions d'origine, avec près d'un quart des nuitées, devant l'Île-de-France.

### Provenance de la clientèle française



### Provenance de la clientèle étrangère



27

> S

> O

> M

> M

> A

> I

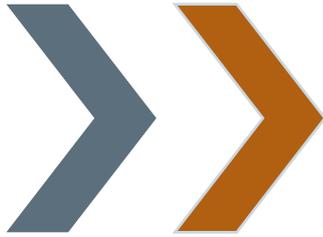
> R

> E

>

>

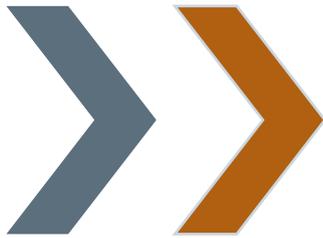
→ Parc d'hébergement : poids très important de l'hôtellerie de plein air



- › Les hébergements non marchands représentent 61 % du parc de lits touristiques et 58 % des nuitées
- › 55 % des nuitées sont réalisées sur la période estivale.
- › Fréquentation en recul en 2010, après un pic en 2007 (16,6 millions de nuitées) pour revenir au niveau de 2005.
- › Taxe de séjour collectée (2010) : 1 872 870 €

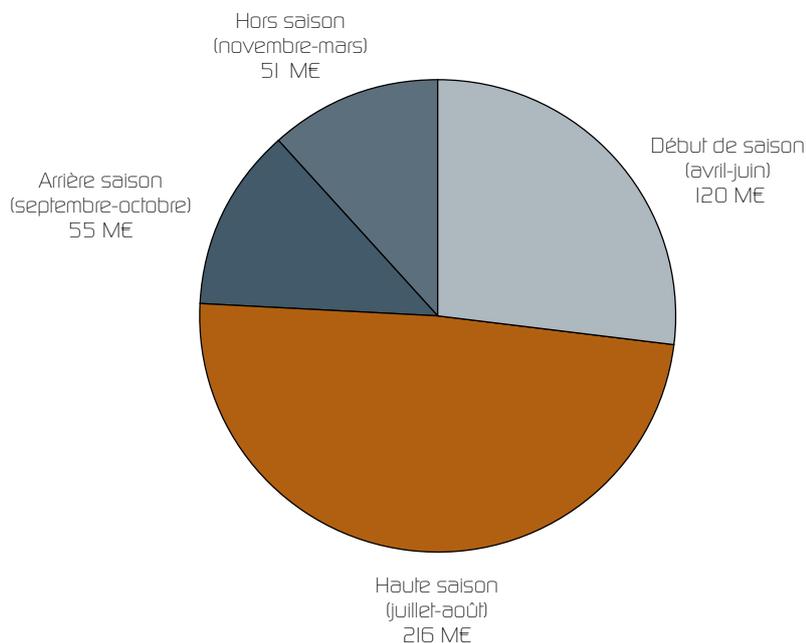
›› Un poids économique important

- › Consommation touristique annuelle (2010) : 442 M€, en hausse de 8,3 % par rapport à 2005
- › Consommation moyenne : 2 750 € par personne et par jour



Près de 50% de la consommation touristique est réalisée en période estivale, mais la période novembre-mars représente tout de même 12 % de la consommation, soit 51 M€

Consommation touristique selon la saison (En M€)

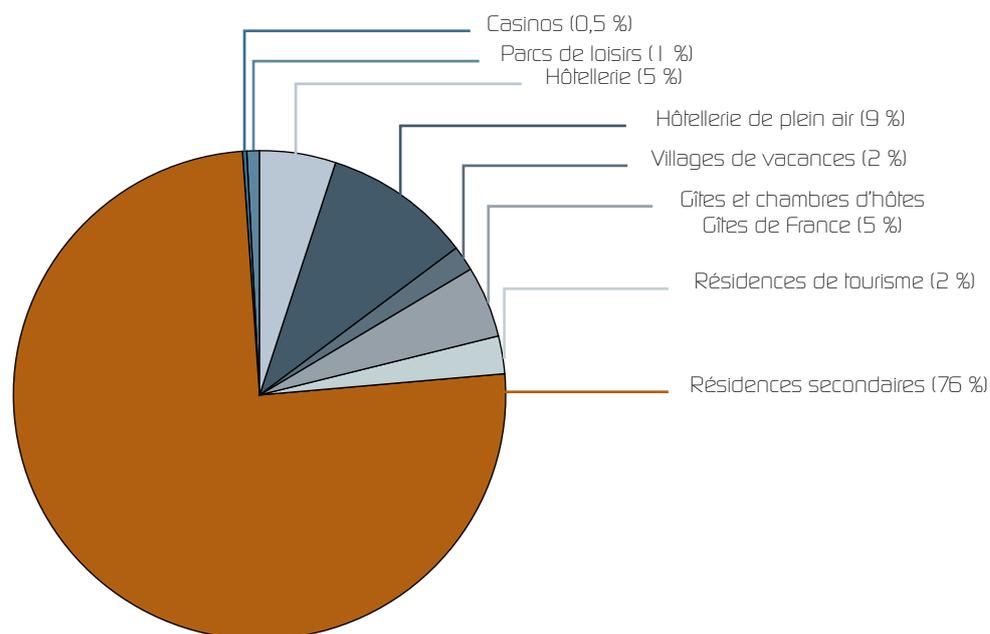


L'hébergement et l'alimentaire représentent plus de la moitié des consommations touristiques.

### La consommation touristique par poste de dépense

	Consommation touristique (en M€)	Part (en %)	Dépense moyenne (€/nuitée)
Hébergement	128,30	29,00 %	8,00
Restauration	80,70	18,30 %	5,00
Alimentation	101,500	23,00 %	6,30
Loisirs	34,45	7,80 %	2,10
Biens durables	44,60	10,10 %	2,80
Déplacements	30,00	6,80 %	1,90
Services	7,40	1,70 %	0,50
Dépenses forfaitaires	15,10	3,40 %	0,90
Ensemble des dépenses	441,90	100,00 %	2,750

- > Près de 5 000 emplois salariés et non salariés sont liés aux activités touristiques en moyenne annuelle
- > Dépenses d'investissement des opérateurs touristiques (2009) : 93,7 M€. Entre 2005 et 2010, les investissements cumulés sont estimés à 470 M€. 75 % des investissements sont réalisés dans les résidences secondaires.



### En savoir +

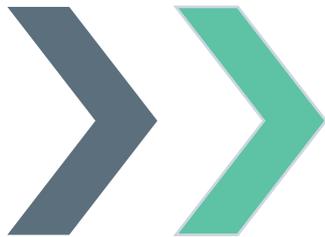
29  
> S  
> O  
> M  
> M  
> A  
> I  
> R  
> E  
>  
>

## » Chiffres-clés agriculture (source Agreste – Recensement agricole 2010)

### → Une majorité de petites exploitations

- > 4 713 exploitations
  - petites exploitations : 2 416
  - moyennes exploitations : 1 546
  - grandes exploitations : 751
- > 8 296 actifs permanents
- > Production brute standard : 259 M€
- > 62,46% des exploitations ont moins de 20 ha. Seules 5,41 % ont plus de 100 ha.

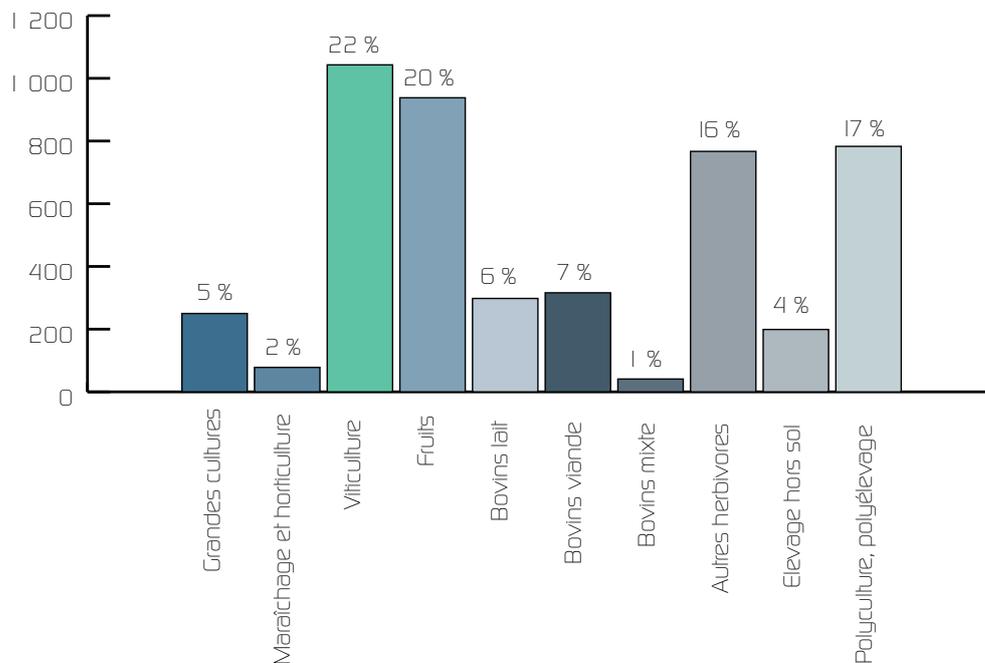
### → Des surfaces cultivées en baisse



La SAU (Surface agricole utile) a diminué de 11 % depuis 2000, passant de 144 334 ha à 128 501 ha. Dans le même temps, elle diminuait de 6 % en Rhône-Alpes. Cette diminution a surtout concerné les petites exploitations (- de 20 ha) qui ont perdu 30% de leurs effectifs, alors que dans le même temps, celles de 100 ha et plus, augmentaient leurs surfaces de 30%, passant de 30 044 ha à 39 172 ha.

### > Le poids des différentes orientations économiques

#### Le poids des différentes orientations technico-économiques

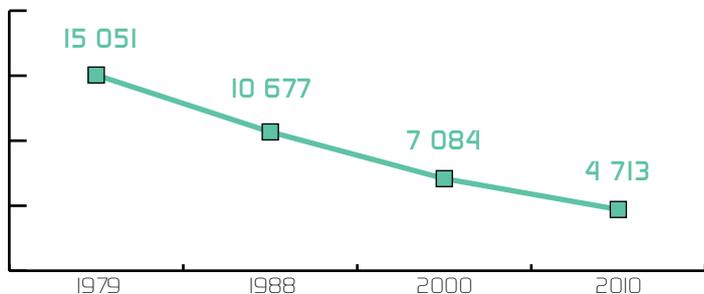


A l'exception des grandes cultures et des bovins viande, tous les secteurs ont vu diminuer leurs effectifs. 1/3 des exploitations ont disparu depuis 2000. A noter : le poids important de la viticulture en nombre d'exploitations, mais qui a chuté depuis 2000 (- 39,71 %).

### → Un nombre d'exploitations en chute depuis 40 ans

Depuis 1979, le nombre d'exploitations est passée de 15 051 à 4 713, soit une baisse de 69 % des effectifs.

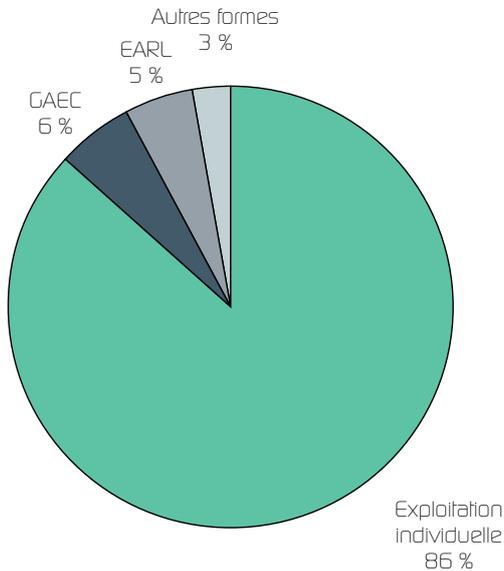
Evolution du nombre d'exploitations



### → Une écrasante majorité d'exploitations individuelles

86 % des exploitations ont un statut d'exploitations individuelles. Mais les autres formes gagnent peu à peu du terrain. Les exploitations sous forme de GAEC et EARL ont augmenté respectivement de 7 % et 55 % entre 2000 et 2010.

Répartition des exploitations selon la forme juridique



31

> S

> O

> M

> M

> A

> I

> R

> E

>

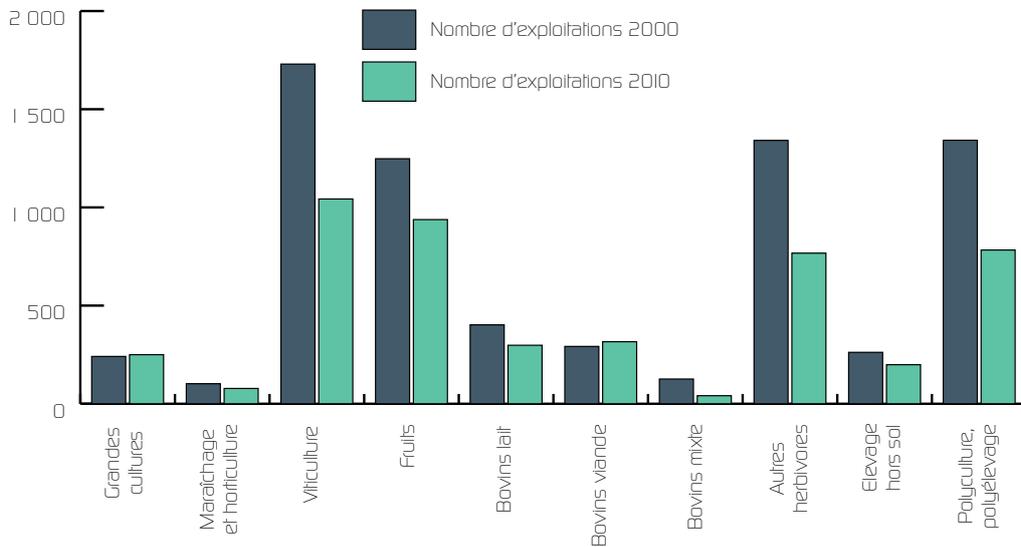
>

## → Des productions diversifiées

La viticulture représente le plus grand nombre d'exploitations avec 22% des structures, suivie par la culture fruitière (20%). A noter le poids conséquent de la polyculture (17%).

L'élevage arrive loin derrière, après avoir été très représenté au cours des décennies passées.

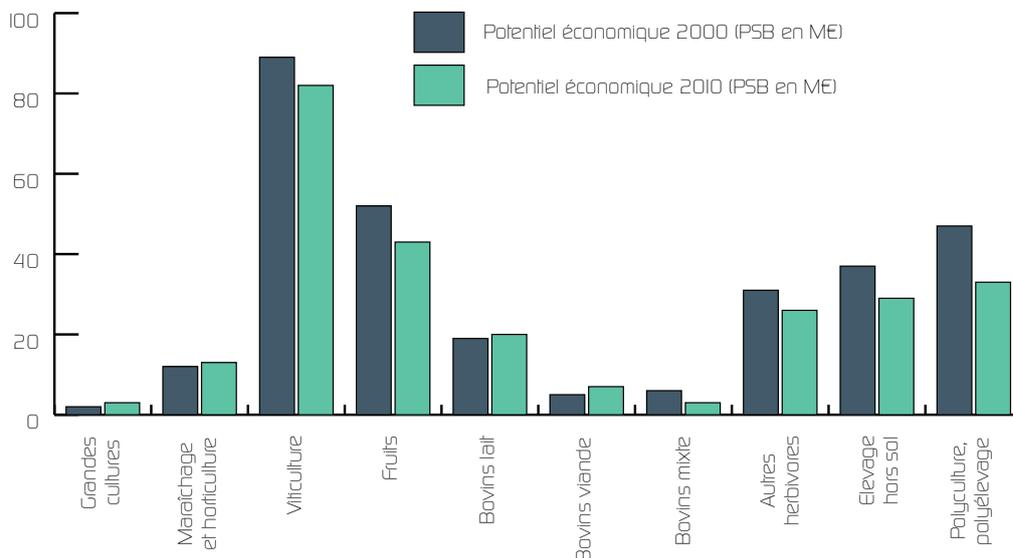
### Evolution du nombre d'exploitations par orientation technico-économique 2000-2010



## → Potentiel économique

Le potentiel économique de l'agriculture ardéchoise a baissé de 14% depuis 2000, soit nettement moins que le nombre d'exploitations (- 33%) mais dans une proportion assez similaire à la diminution des surfaces cultivées (- 11%).

### Evolution du potentiel économique par orientation technico-économique 2000-2010



# ardèche

DEVELOPPEMENT

## Contactez-nous !

tél. 04 75 66 75 20 / fax : 04 75 66 75 16

mail : [ardeche.developpement@ardeche.fr](mailto:ardeche.developpement@ardeche.fr)

blog : <http://entreprendre.ardeche.fr>

Retrouvez-nous sur :



Scoop.it!

## >> VOS INTERLOCUTEURS

Dominique Chervet / Direction du développement économique

Loïs Carlini / Chef de service / Difficultés d'entreprises, foncier d'activités

Renaud Vincent / Filières stratégiques, innovation

Pierre Nivon / Création d'entreprise, observatoire économique

Laurie Umato / Commerce et artisanat, aides aux entreprises

Laurence Lopez / Economie sociale et solidaire, insertion par l'économie

Sandrine Lecuyer / Attractivité économique du territoire, gestion de projets

Martine Bennourine / Suivi administratif et financier

Laurence Frugier / Accueil, suivi administratif et financier

### Adresse physique :

#### Pôle Maurice Gounon

Direction du développement économique  
11, boulevard du Lycée  
07000 Privas

### Adresse postale :

#### Hôtel du Département

Direction du développement économique  
Quartier la Chaumette, BP 737  
07007 PRIVAS cedex